

## Le pouvoir burundais détient le docteur Sahabo et contrôle le Kira Hospital

RFI, 23/04/2022 La défense du directeur général du plus moderne des hôpitaux du pays, le Dr Christophe Sahabo, lance un cri d'arme», selon leur propre expression, trois semaines après son arrestation. L'arrestation du Dr Christophe Sahabo, directeur du Kira Hospital-Swiss Clinic par les très redoutés services secrets burundais, qui dépendent directement de la présidence, remonte au 1er avril dernier.

Aucun officiel n'a accepté jusqu'ici de s'exprimer sur le motif de son arrestation, mais des rumeurs distillées par le Service national de renseignement, avaient invoqué des détournements, alors que des sources concordantes pointent plutôt une volonté du pouvoir de s'accaparer cet établissement, dont l'actionnaire principal est une société privée suisse.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});

Les avocats de la défense dénoncent de nombreuses irrégularités depuis cette arrestation. Le code de procédure pénale burundais prévoit une garde à vue de sept jours renouvelable une seule fois, ainsi que la présence d'un avocat lors d'un interrogatoire. Rien de tout cela n'a été respecté par le Service national de renseignement, dénonce la défense du Dr Christophe Sahabo, qui pointe également son arrestation de nuit et sans mandat d'arrêt. Contraint à la démission Les deux avocats, Me Emmanuel Hakizimana et Ernest Ndikumukama, insistent également dans leur correspondance sur «un grand traumatisme moral» infligé au médecin. Leur client est détenu jusqu'ici au secret, ni ses proches, ni ses avocats n'ont pu le voir depuis son arrestation il y a 22 jours. Et pire selon ses avocats, le Dr Sahabo n'a pas eu accès à des soins appropriés malgré «plusieurs crises sévères» d'asthme. Ils en appellent donc au procureur général Burundi, en rappelant que personne ne connaît jusqu'ici le mobile de son arrestation. En attendant, le pouvoir burundais a pratiquement déjà pris le contrôle du Kira Hospital, selon nos sources. Le Dr Christophe Sahabo a été contraint à la démission le jour de son arrestation. Le président du Conseil d'administration d'origine française, le Dr Jean David Pillot, arrêté en même temps que lui, a été relâché dès le lendemain. Mais il n'a pu quitter le Burundi quelques jours plus tard après avoir été forcé à la démission, selon toujours nos sources. Depuis, un nouveau conseil d'administration présidé par un proche du pouvoir a été installé, sans l'accord de l'actionnariat majoritaire privé.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});